

DESCRIPTION DE LA DEMANDE		Référence dossier
Demande déposée complète le 19/12/2022		N° DP 34162 22 K0135
Par : MR DELLAC ERIC		Surfaces :
Demeurant à : 13 Rue DES TUILERIES 34530 MONTAGNAC FRANCE		de plancher : 0 m ² d'emprise : 0 m ²
Représenté par :		Destinations : habitation
Pour : - Installation unité extérieure de climatisation - Remplacement menuiseries - Réparation toiture		
Sur un terrain sis 51 Rue DE LA CORDERIE à : 34530 MONTAGNAC		Parcelle n° BS0768
Adresse secondaire du terrain :		

Le Maire,

Vu la demande susvisée ;
Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants et R421-1 et suivants ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme, approuvé par délibération du Conseil Municipal du 11/05/2007, modifié par délibération du Conseil Municipal du 28/01/2021 et révisé par délibération du Conseil Municipal du 03/02/2017 ;
Vu l'avis favorable avec prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 20/12/2022 ;

ARRÊTÉ

ARTICLE UNIQUE – La Déclaration préalable est **ACCORDÉE** pour le projet décrit dans la demande susvisée sous réserve de respecter les prescriptions émises par l'Architecte des Bâtiments de France, à savoir :

Les menuiseries des fenêtres et portes-fenêtres seront en bois peint de teinte grisée (vert, bleu, marron, bordeaux).

S'agissant de double vitrage, le joint périphérique à l'intérieur du double vitrage sera noir. Les petits bois pourront être soit structurants (séparant les carreaux) ils seront dimensionnés comme les petits bois originaux, soit avec petits bois rapportés sur du double vitrage standard. Dans ce cas des intercalaires peints en noir seront placés dans le double vitrage, au droit des petits bois.

La pose en rénovation ne peut être acceptée afin d'éviter une juxtaposition des châssis dormants, réduisant ainsi la surface de vitrage. Le changement de fenêtres devra être réalisé avec la dépose complète des dormants existants. Le dormant des menuiseries épousera exactement la feuillure intérieure existante de l'encadrement maçonné des baies, l'épaisseur de dormant visible de l'extérieur n'excédera pas 1 cm.

La fenêtre sera composée de 2 vantaux, chacun constitué de 3 carreaux afin de conserver la verticalité des panneaux, et 2 petits bois saillants.

La porte-fenêtre sera composée de 2 vantaux, chacun constitué d'un soubassement plein. Elle ne sera constituée d'aucun petit bois car les carreaux seraient de proportion horizontale.

- Les châssis de toit n'excéderont pas 0,78 × 0,98 m et seront posés au nu de la couverture. Aucun occultant extérieur ne sera installé afin de réduire la saillie.

- Dans ce site protégé, il convient de respecter les compositions des façades et de veiller à ne pas installer des dispositifs techniques étrangers et très impactants.

Le bloc de climatisation ne doit en aucun cas être en saillie par rapport aux façades ou menuiseries. Il sera encastré, dissimulé et recouvert d'une grille en métal ou en bois. Son implantation sera en cohérence avec la composition de la façade. La présente proposition n'est donc pas acceptée.

Les reliquats de matériaux utilisés pour les travaux (notamment sable, ciment, mortier, ...) seront obligatoirement évacués en décharge. En aucun cas, ceux-ci ne pourront être déversés sur le domaine public ou dans les réseaux publics d'eaux usées ou pluviales sous peine de poursuite.

Fait à MONTAGNAC, le

09 JAN. 2023

M. Yann LLOPIS
Maire de MONTAGNAC



09 JAN. 2023

La présente décision est transmise le

au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article

L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeurs peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception.

A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent (Montpellier) d'un recours contentieux.

Durée de la validité du permis / de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R 424-17 ou R 424-18 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis / de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention.

Dès que l'autorisation est exécutoire (après sa transmission au représentant de l'État), le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A.424-15 à A.424-19 du code de l'urbanisme, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- Dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal.

Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire(s) du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation de construire : Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévu par la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 modifiée relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction (article L 242-1 du code des assurances).

2.2.2 Déclarations préalables